# Burundi : la société civile exige l'arrestation de quatre gradés de la police

@rib News, 09/12/2009 â€“ Source AFPLa sociÃ©tÃ© civile du Burundi a exigÃ© l'arrestation de quatre hauts gradÃ©s de la po du pays, "soupÃ§onnÃ©s" d'avoir jouÃ© un rÃ´le dans l'assassinat il y a huit mois d'un activiste anticorruption, au cours d'une confÃ©rence de presse."Aujourd'hui, il y a neuf personnes incarcÃ©rÃ©es dans l'enquÃªte sur l'assassinat du vice-prÃ©sident de l'OLUCOME, Ernest Manirumva, dont quatre petits policiers, deux (ex-combattants) dÃ©mobilisÃ©s", a annoncÃ© Pierre Claver Mbonimpa, prÃ©sident de l'Association pour la protection des personnes dÃ©tenues et des droits humains (APRODEH).
"Ce sont uniquement de petits poissons qui sont en prison, il y a aussi quatre gros poissons, des hauts responsables de la police qui sont soupÃ§onnÃ©s d'avoir une part de responsabilitÃ© dans ce meurtre, mais ils ne sont pas inquiÃ©tÃ©s", a-t-il accusÃ©."La Commission d'enquÃªte sur l'affaire Manirumva connaÃ®t les noms de ces officiers de haut rang. (...) Nous demandons qu'ils soient arrÃªtÃ©s eux aussi et interrogÃ©s car nous ne comprenons pas pourquoi elle pratique le deux poids deux mesures", a-t-il lancÃ©, en menaÃ§ant de "rÃ©vÃ©ler trÃ¨s bientÃ´t ces noms, si rien n'est fait rapidement".Aucun responsable burundais ne voulait commenter l'affaire mercredi aprÃ¨s-midi.Les quatre hauts gradÃ©s de la police seraient un officier gÃ©nÃ©ral et trois colonels, selon des activistes burundais.La police avait promis de publier les rÃ©sultats de ses investigations au plus tard le 22 mai. Depuis, trois commissions d'enquÃªte se sont succÃ©dÃ©es."La sociÃ©tÃ© civile conteste la lenteur avec laquelle la troisiÃ¨me commission travaille (...) des gens sont arrÃªtÃ©s et emprisonnÃ©es et ils passent un ou deux mois sans avoir subi aucun interrogatoire", a dÃ©plorÃ© M. Mbonimpa.Le vice-prÃ©sident de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques (OLUCOME) Ernest Manirumva a Ã©tÃ© tuÃ© Ã  coups de couteau da la nuit du 8 au 9 avril par des inconnus qui avaient emportÃ© des documents.Son association avait rÃ©vÃ©lÃ© plusieurs affaires dont la vente illicite d'un avion prÃ©sidentiel en 2006 ou encore une affaire de double facturation de produits pÃ©troliers qui avaient conduit au limogeage d'un ministre des Finances, Ã  l'exil d'un second et Ã  l'emprisonnement du patron de la Banque centrale.En octobre, plus de 360 associations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise, fortement mobilisÃ© pour dans le cadre de la campagne "justice pour Ernest Manirumva", avaient menacÃ© de rÃ©vÃ©ler publiquement ce qu'ils savent sur son assassinat, faute d'avancÃ©e dans l'enquÃªte.